

DREAL-UD69-EM
DDPP-SPE-AC

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE n° DDPP-DREAL 2024-95
actualisant l'ensemble des prescriptions applicables
à l'installation exploitée par la société SUEZ RV DEEE
située 1, avenue Albert Ramboz à FEYZIN

La Préfète de la Zone de défense et de Sécurité Sud-Est
Préfète de la Région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfète du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite

- VU le code de l'environnement, notamment son article R. 181-45 ;
- VU l'arrêté du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets ;
- VU l'arrêté ministériel du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère ;
- VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié par l'arrêté du 12 mai 2015 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;
- VU l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 21 décembre 2021 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 26 juillet 2022 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement, pour les déchets dangereux de fluides frigorigènes et autres déchets dangereux de fluides en contenants sous pression ;
- VU l'arrêté ministériel du 26 juin 2023 portant modalités d'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'avis du 22 février 2022 sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 août 2008 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 décembre 2008, régissant les activités exercées par la société SUEZ RV DEEE sur la commune de Feyzin ;

VU l'arrêté préfectoral du 22 juin 2017 supprimant les prescriptions des arrêtés du 14 août 2008 et du 15 décembre 2008 ;

VU le dossier de réexamen IED du 12 septembre 2019 transmis par la société SUEZ RV DEEE ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°DDPP-DREAL 2022-102 du 26 avril 2022 ;

VU le porter à connaissance du 30 septembre 2022, complété le 10 mars 2023 de la société SUEZ RV DEEE relatif aux modifications prévues sur son installation ;

VU les éléments apportés par la société SUEZ RV DEEE par courriers et mails du 10 mars 2023, 3 juillet 2023, 12 septembre 2023 et 27 janvier 2024 ;

VU l'Étude de Danger transmise par la société SUEZ RV DEEE par courrier du 21 juillet 2023 ;

VU le rapport du 27 mars 2024 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU la lettre du 18 avril 2024 communiquant le projet d'arrêté à l'exploitant ;

VU les observations de l'exploitant du 2 mai 2024 sur le projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT que l'évolution de la réglementation nécessite la mise à jour des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 14 août 2008 modifié puis supprimé et remplacé par l'arrêté du 22 juin 2017 modifié, en particulier sur les rejets atmosphériques et dans l'eau et sur la gestion du risque incendie ;

CONSIDÉRANT que le porter à connaissance du 30 septembre 2022, complété le 10 mars 2023 est conforme aux dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT, la décision d'exécution (UE) n° 2018/1147 de la Commission du 10/08/18 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil ;

CONSIDÉRANT que l'évolution de la réglementation impose à l'exploitant un abaissement des VLE sur différents paramètres ;

CONSIDÉRANT dès lors que ces modifications ne revêtent pas un caractère substantiel et, qu'il y a lieu, en application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, de mettre à jour le tableau de classement des activités de l'installation et d'actualiser les prescriptions réglementaires ;

SUR proposition de la préfète, secrétaire générale de la préfecture, préfète déléguée pour l'égalité des chances ;

CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION**Article 1.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation**

La société SUEZ RV DEEE, dont le siège social est situé 1, avenue Albert Ramboz – 69320 FEYZIN, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à poursuivre l'exploitation sur le territoire de la commune de Feyzin, au 1 avenue Albert Ramboz, les installations détaillées dans les articles suivants.

Article 1.1.2. Modifications apportées aux prescriptions des actes antérieurs

Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 14 août 2008 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 décembre 2008 sont abrogées.

Les dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 juin 2017, de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 juin 2020 et de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 avril 2022 sont abrogées.

Article 1.1.3. Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises à enregistrement

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à enregistrement incluses dans l'établissement dès lors que ces prescriptions générales ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté.

CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS**Article 1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées**

L'établissement est autorisé à exploiter les installations listées dans le tableau de classement figurant en annexe 1 de l'arrêté préfectoral.

Article 1.2.2. Établissement dit IED

Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3510 relative à l'élimination ou la valorisation de déchets dangereux et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles relatives au document de référence (dit BREF) « Waste Treatments Industries ».

Les délais et prescriptions de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) sont applicables et opposables depuis le 17 août 2022.

Article 1.2.3. Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Section	Parcelles	Surface d'emprise
FEYZIN	BO	83, 69, 72, 77, 78, 75, 74	31 025 m ²

Article 1.2.4. Consistance des installations autorisées

Les principales installations de l'établissement sont les suivantes :

- un bâtiment comprenant une ligne de traitement des GEM-Froids et une ligne de traitement des PAM ;
- un auvent de stockage et des aires extérieures des GEM-Froids entrants en attente de traitement ;
- des alvéoles extérieures couvertes pour le stockage des PAM entrants en attente de traitement ;
- bennes et alvéoles de stockage des déchets issus du traitement des D3E.

Le périmètre auquel s'appliquent les dispositions de la section 8 du chapitre V du titre I du livre V du code de l'environnement est constitué des installations visées à l'article 1.2.1.

L'exploitation est conforme au plan joint en annexe de cet arrêté préfectoral (cf. annexe 2).

CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Article 1.3.1. Conformité

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

CHAPITRE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION

Article 1.4.1. Durée de l'autorisation

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de deux années consécutives.

CHAPITRE 1.5 GARANTIES FINANCIÈRES

Article 1.5.1. Objet des garanties financières

Les installations exploitées au sein de l'établissement sont visées par l'annexe I de l'arrêté du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement. Ces garanties financières doivent permettre :

- la mise en sécurité du site de l'installation en application des dispositions mentionnées aux articles R. 512-39-1 et R. 512-46-25 ;
- les mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines, dans le cas d'une garantie additionnelle à constituer en application des dispositions de l'article R. 516-2 VI.

Article 1.5.2. Montant des garanties financières

Le montant total des garanties à constituer est de 191 377,17 euros TTC.

Il a été défini selon la méthode forfaitaire définie dans l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 en prenant en compte un indice TP01 de 129,1 (indice de juillet 2022) et un taux de TVA de 20 %. Il est basé sur une quantité maximale de déchets pouvant être présents sur le site réparti comme suit : 973,8 tonnes de déchets dangereux et 1140,9 tonnes de déchets non dangereux.

Article 1.5.3. Établissement des garanties financières

L'échéancier de constitution des garanties financières est à choisir entre les deux options suivantes :

- en cas de constitution des garanties financières sous la forme d'un engagement d'un établissement de crédit, d'une entreprise d'assurance ou d'une société de caution mutuelle :
 - constitution de 80 % du montant initial des garanties financières d'ici le 1^{er} juillet 2025.
 - constitution supplémentaire de 20 % du montant initial des garanties financières d'ici le 1^{er} juillet 2026.

- en cas de constitution des garanties financières sous la forme de consignation auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations :
 - constitution de 50 % du montant initial des garanties financières d'ici le 1^{er} juillet 2026,
 - constitution supplémentaire de 10 % du montant initial des garanties financières par an pendant cinq ans.

L'exploitant communiquera au Préfet, dans les délais prévus ci-dessus, le document attestant la constitution des garanties financières, établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 1.5.4. Renouvellement des garanties financières

Sauf dans le cas de constitution des garanties par consignation à la Caisse des Dépôts et Consignation, le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 1.5.3.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 1.5.5. Actualisation des garanties financières

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet, tous les 5 ans en appliquant la méthode d'actualisation précisée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 au montant de référence pour la période considérée. L'exploitant transmet avec sa proposition la valeur datée du dernier indice public TP01 et la valeur du taux de TVA en vigueur à la date de la transmission.

Article 1.5.6. Modification du montant des garanties financières

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières, ainsi que de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières.

Article 1.5.7. Absence de garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L. 516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 171-8 de ce code. Conformément à l'article L. 171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Article 1.5.8. Appel des garanties financières

En cas de défaillance de l'exploitant, le Préfet peut faire appel aux garanties financières :

- pour la mise en sécurité de l'installation en application des dispositions mentionnées à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement ;
- pour la remise en état du site suite à une pollution qui n'aurait pu être traitée avant la cessation d'activité.

Le préfet appelle et met en œuvre les garanties financières en cas de non-exécution des obligations ci-dessus :

- soit après mise en jeu de la mesure de consignation prévue à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, c'est-à-dire lorsque l'arrêté de consignation et le titre de perception rendu exécutoire ont été adressés à l'exploitant mais qu'ils sont restés partiellement ou totalement infructueux ;
- soit en cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre de l'exploitant ;

- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou judiciaire ou du décès de l'exploitant personne physique.

Article 1.5.9. Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R. 512-39-1 à R. 512-39-3 et R. 512-46-25 à R. 512-46-27 par l'inspection des installations classées qui établit un procès-verbal constatant la réalisation des travaux.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R. 516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

CHAPITRE 1.6 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

Article 1.6.1. Porter à connaissance

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 1.6.2. Mise à jour des études d'impact et de dangers

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R.181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

L'exploitant met en application l'ensemble des préconisations et des moyens décrits dans la dernière étude de danger susvisée.

Article 1.6.3. Équipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Article 1.6.4. Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou déclaration.

Article 1.6.5. Changement d'exploitant

Pour les installations figurant sur la liste prévue à l'article L. 516-1 du code de l'environnement, le changement d'exploitant est soumis à autorisation. Le nouvel exploitant adresse au préfet les documents établissant ses capacités techniques et financières et l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières.

Article 1.6.6. Cessation d'activité

Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-74 du code de l'environnement, pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5, l'usage à prendre en compte est le suivant : usage industriel.

Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R.512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations six mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Cette notification est réalisée et transmis selon les articles R.512-39 et suivants du code de l'environnement.

La cessation d'activité est réalisée dans les dispositions respectant l'article R. 512-75-1 du code de l'environnement.

CHAPITRE 1.7 RÉGLEMENTATION

Article 1.7.1. Réglementation applicable

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions des textes cités ci-dessous qui le concernent (liste non exhaustive) :

- arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
- arrêté du 31 mai 2012 modifié par l'arrêté du 12 mai 2015 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement
- arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement
- arrêté du 21 décembre 2021 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement
- arrêté du 26 juillet 2022 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement, pour les déchets dangereux de fluides frigorigènes et autres déchets dangereux de fluides en contenants sous pression
- arrêté du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
- arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets
- avis du 30 décembre 2020 sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement
- arrêté du 26 juin 2023 portant modalités d'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du code de l'environnement
- arrêté du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère
- arrêté du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED

Article 1.7.2. Respect des autres législations et réglementations

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail, le code général des collectivités territoriales et la réglementation sur les équipements sous pression. L'exploitant respectera également les schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

Article 2.1.1. Horaires de fonctionnement

Les installations peuvent fonctionner de manière continue en 3*8 du lundi au vendredi. De manière exceptionnelle, un fonctionnement des installations peut être autorisé hors période mentionnée, sous les conditions suivantes :

- l'information devra être communiquée à l'Inspection des installations classées ;
- le trafic de véhicule sera restreint aux seules entrées du personnel intervenant sur site,
- aucun déchet ne sera réceptionné sur ces périodes,
- les valeurs limites d'émissions sonores décrites dans l'article 7.2.2 du présent arrêté seront respectées.

Article 2.1.2. Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter le prélèvement et la consommation d'eau ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

Article 2.1.3. Consignes d'exploitation

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

Article 2.1.4. Adaptation des prescriptions en cas de sécheresse

L'exploitant doit respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral sécheresse qui lui est applicable.

Article 2.1.5. Adaptation des prescriptions en cas de pic de pollution

L'exploitant doit respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral du 24 août 2022 relatif aux procédures préfectorales d'information – recommandation et d'alerte du public en cas d'épisode de pollution de l'air ambiant dans le département du Rhône.

CHAPITRE 2.2 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES

Article 2.2.1. Réserves de produits

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

CHAPITRE 2.3 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

Article 2.3.1. Propreté

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets. Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues sont mis en place en tant que de besoin.

Article 2.3.2. Esthétique

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, poussières, envols...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement....).

CHAPITRE 2.4 DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU

Article 2.4.1. Danger ou nuisance non prévenu

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

CHAPITRE 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS

Article 2.5.1. Déclaration et rapport

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.6 ÉCONOMIE D'ÉNERGIE

L'exploitant réalise et tient à jour un plan d'efficacité énergétique, actualisé annuellement, et un bilan énergétique, actualisé selon nécessité, tel que défini à la MTD 23 de la Décision relatifs aux conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets réglementé par l'arrêté du 17 décembre 2019.

Ces documents sont tenus à disposition de l'Inspection des Installations Classées.

CHAPITRE 2.7 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- les dossiers visés à l'article 1.3.1 ;
- les plans tenus à jour ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

Les documents visés dans le dernier alinéa ci-dessus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

CHAPITRE 2.8 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TENIR A DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant réalise et tient à disposition de l'Inspection les documents suivants :

Articles	Contrôles à effectuer	Périodicité du contrôle
4.3.5	Vannes d'obturation pour la mise en rétention du site	Annuelle
8.1.4	Dispositif de télésurveillance	Annuelle
8.2.3	Trappes de désenfumage	Annuelle
8.2.4	Extincteurs	Annuelle
8.2.4	Robinets d'Incendies Armés (RIA)	Annuelle
8.2.4	Poteaux incendies	Annuelle
8.2.4	Rétention eaux extinction (bassin)	Contrôle visuel du bassin régulier (disponibilité du volume)
8.3.2	Installations électriques	Annuelle
8.3.4	Système de détection automatique incendie Ensemble des détecteurs du site	Annuelle
10.2.1	Émissions atmosphériques	Semestrielle et annuelle (selon paramètres)
10.2.3	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées	Semestrielle (voir détail dans l'article)
10.2.4	Eaux souterraines	2 fois par an (hautes et basses eaux)
7.2.2 10.2.6	Niveaux sonores	6 mois après la notification du présent arrêté 1 an suite à la première mesure de niveaux sonores puis tous les 5 ans

Articles	Documents à tenir à disposition	Périodicités / échéances
1.6.6	Notification de mise à l'arrêt définitif	3 mois avant la date de cessation d'activité
2.6	Plan d'efficacité énergétique	Annuelle
2.6	Bilan énergétique	Selon nécessité
10.3.1	Résultats de la surveillance des rejets aqueux	Semestrielle (voir détail dans l'article) (GIDAF : site de télédéclaration)
	Résultats de la surveillance des eaux souterraines	Semestrielle (GIDAF : site de télédéclaration)
	Résultats de la surveillance des émissions atmosphériques	Semestrielle et annuelle (selon paramètres)
10.3.2	Suivi des déchets et déclaration annuelle des émissions	Annuelle (GEREP : site de télédéclaration)
10.3.3	Résultats des mesures de niveaux sonores	Sous 6 mois, sous 1 an (suite à la première mesure réalisée) puis tous les 5 ans
10.4.1	Dossier d'information	Avant le 1 ^{er} avril de chaque année

TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

Article 3.1.1. Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution doivent être privilégiés pour l'épuration des effluents.

Les installations de traitement sont correctement entretenues. L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer le bon fonctionnement des systèmes de traitement des effluents gazeux.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

Article 3.1.2. Pollutions accidentelles

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. Les incidents ayant entraîné des rejets dans l'air non conforme ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.

Article 3.1.3. Odeurs

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.

Article 3.1.4. Voies de circulation

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation ; pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin ;
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées ;
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

Article 3.1.5. Émissions diffuses et envols de poussières

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les dépoussiéreurs...).

CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJET

Article 3.2.1. Dispositions générales

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13 284-1, ou toute autre norme européenne ou internationale équivalente en vigueur à la date d'application du présent arrêté, sont respectées.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Article 3.2.2. Traitement réalisé

Les gaz issus des mousses isolantes sont traités selon deux techniques spécifiques :

- Traitement par « adsorption » (charbons actifs) :

Le traitement est réalisé par un générateur de vapeur qui assure la fonction de désorption des charbons actifs, pour permettre la récupération des gaz fixés sur les charbons, en vue de leur élimination.

Les résidus de charbons actifs sont stockés et éliminés dans des conditions et filières appropriées.

- Traitement par oxydation thermique :

Le traitement est réalisé par oxydation des gaz combustibles et des substances odorantes présents dans un flux d'effluents gazeux. Cette oxydation est réalisée en chauffant le mélange de polluants et d'air ou d'oxygène au-dessus de son point d'inflammation spontanée dans une chambre de combustion. Le maintien à température élevée pendant une durée suffisamment longue permet la réalisation d'une combustion complète afin d'obtenir du dioxyde de carbone et de l'eau.

Article 3.2.3. Descriptif des rejets

Nom du rejet	Descriptif du rejet	Paramètres mesurés
EA1	Ligne de traitement PAM : aspiration broyeur S120	Poussières
EA2	Ligne de traitement PAM : aspiration broyeur S100	Poussières
EA3	<p>Ligne de traitement GEM-F : traitement des fluides frigorigènes par charbon actif</p> <ul style="list-style-type: none"> • Avant installation RTO* : en service pour campagnes FCV ** / HCV*** • Après installation RTO : en service pour campagnes FCV <p>Rejet réalisé en façade à une hauteur supérieure à 2 mètres (hauteur d'homme). Une zone de sécurité matérialisée et interdite au stockage est présente autour de ce rejet.</p>	Poussières, COVT, CFC
EA4	<p>Ligne de traitement GEM-F : traitement fluides frigorigènes par oxydateur thermique.</p> <ul style="list-style-type: none"> • En service pour les campagnes HCV <p>Rejet réalisé en toiture par une cheminée de 16,1 mètres minimum.</p>	Poussières, COVT, CFC ,CO, NOX

* : RTO : oxydateur thermique

** : FCV : (hydro)fluorocarbones volatils : COV composés d'hydrocarbures entièrement ou partiellement fluorés, en particulier de chlorofluorocarbones (CFC), d'hydrochlorofluorocarbones (HCFC) et d'hydrofluorocarbones (HFC).

*** HCV : hydrocarbures volatils : COV exclusivement constitués d'hydrogène et de carbone (par exemple, éthane, propane, isobutane, cyclopentane).

Les rejets atmosphériques décrits ci-dessus sont localisés selon le plan présent en annexe (cf. annexe 4).

Article 3.2.4. Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Les rejets issus des systèmes d'aspiration des lignes de traitement des PAM et des GEM-Froids doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273,15 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) :

Rejet associé	Paramètres	Valeur Limite d'Emission (VLE)	Fréquence de mesure
EA1	Poussières	5 mg/m ³	Semestrielle
EA2	Poussières	5 mg/m ³	Semestrielle
EA3	Poussières	5 mg/m ³	Semestrielle
	HCV (COVT)	15 mg/m ³	Semestrielle
	FCV (CFC)	10 mg/m ³	Semestrielle
EA4	Poussières	5 mg/m ³	Semestrielle
	HCV (COVT)	15 mg/m ³	Semestrielle
	FCV (CFC)	4 mg/m ³	Semestrielle
	CO (Monoxyde de carbone)	100 mg/m ³	Annuelle
	NOX (Oxyde d'azote)	80 mg/m ³	Annuelle

Une mesure des rejets atmosphériques est à réaliser dans les 6 mois suivant la mise en service d'un équipement impliquant des modifications de ces rejets.

Les mesures réalisées lors de la première année d'exploitation suite à la signature du présent arrêté sont transmis à l'Inspection des Installations Classées.

Par la suite, les mesures des rejets atmosphériques sont tenues à disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant, et voisine d'une demi-heure.

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

Concernant les paramètres présentés dans le tableau ci-dessous, liés à une unique surveillance (RFB, métaux et métalloïdes (sauf mercure), PCDD / PCDF et PCB de type dioxine), l'abandon de l'analyse de ces paramètres pourra être envisagé suite à l'absence de rejets sur trois mesures annuelles consécutives, sous réserve de la justification et de l'information préalable de l'inspection des installations classées.

Rejet associé	Paramètres	Valeur Limite d'Emission (VLE)	Fréquence de mesure
EA1	RFB*	Surveillance uniquement	Annuelle
	Métaux et métalloïdes (sauf mercure)	Surveillance uniquement	Annuelle
	PCDD / PCDF	Surveillance uniquement	Annuelle
	PCB de type dioxine	Surveillance uniquement	Annuelle
EA2	RFB*	Surveillance uniquement	Annuelle
	Métaux et métalloïdes (sauf mercure)	Surveillance uniquement	Annuelle
	PCDD / PCDF	Surveillance uniquement	Annuelle
	PCB de type dioxine	Surveillance uniquement	Annuelle
EA3	RFB*	Surveillance uniquement	Annuelle
	Métaux et métalloïdes (sauf mercure)	Surveillance uniquement	Annuelle
	PCDD / PCDF	Surveillance uniquement	Annuelle
	PCB de type dioxine	Surveillance uniquement	Annuelle
EA4	RFB*	Surveillance uniquement	Annuelle
	Métaux et métalloïdes (sauf mercure)	Surveillance uniquement	Annuelle
	PCDD / PCDF	Surveillance uniquement	Annuelle
	PCB de type dioxine	Surveillance uniquement	Annuelle

* RFB : retardateurs de flamme bromés

TITRE 4 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 4.1 COMPATIBILITÉ AVEC LES OBJECTIFS DE QUALITÉ DU MILIEU

L'implantation et le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement. Elle respecte les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux, et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux s'il existe.

La conception et l'exploitation de l'installation permettent de limiter la consommation d'eau et les flux polluants.

CHAPITRE 4.2 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

Article 4.2.1. Origine des approvisionnements en eau

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite.

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé mensuellement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées.

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Masse d'eau ou commune du réseau	Prélèvement maximal annuel (m³/an)
Eaux de surface et souterraines	Les prélèvements en milieu naturel ne sont pas autorisés.	
Réseau d'eau	Réseau public d'alimentation en eau potable	2000

Article 4.2.2. Protection des réseaux d'eau potable

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.

CHAPITRE 4.3 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

Article 4.3.1. Dispositions générales

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'article 4.4.1 ou non conforme aux dispositions du chapitre 4.4 est interdit.

À l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Article 4.3.2. Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le dernier plan des réseaux est disponible en annexe du présent arrêté (cf. annexe 3).

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...) ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ;
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Article 4.3.3. Entretien et surveillance

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes tuyauteries accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Article 4.3.4. Protection des réseaux internes à l'établissement

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

Article 4.3.5. Isolement avec les milieux

Des dispositifs permettant l'isolement des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou l'écoulement d'un accident de transport. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont contrôlés annuellement et définis par consigne.

CHAPITRE 4.4 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU

Article 4.4.1. Identification des effluents

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux usées domestiques ;
- les eaux pluviales de toiture ;
- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (eaux de ruissellement...) ;
- les eaux de process ;
- les éventuelles eaux de lavage des installations.

Article 4.4.2. Collecte des effluents

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la nappe d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Article 4.4.3. Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition....) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les installations concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents.

Article 4.4.4. Entretien et conduite des installations de traitement

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.

Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 4.4.5. Destinations des effluents

Effluents	Destinations
Eaux usées domestiques	Dispositifs d'assainissement non collectif
Eaux pluviales des toitures	Collecte dans un bassin de 720 m ³ servant de réserve d'eau en cas d'incendie, avec surverse du trop-plein dans le bassin de rétention général de 1390 m ³
Eaux pluviales susceptibles d'être polluées	Collecte dans le bassin de rétention général de 1 390 m ³ puis rejet dans le canal du Rhône après passage par un débourbeur-séparateur d'hydrocarbures
Eaux de process	Collectées et stockées au sein de Grands Récipients pour Vrac (GRV)

Les éventuelles eaux de nettoyage des installations peuvent être rejetées uniquement dans le respect des conditions fixées aux articles 4.4.8 et 4.4.11 du présent arrêté. Si les caractéristiques de ces eaux ne permettent pas un rejet dans les conditions précitées, elles seront éliminées en tant que déchets dans des filières de traitement appropriées.

Article 4.4.6. Eaux de process

Les eaux de process sont gérées en tant que déchets produits par l'activité. Ils sont stockés dans des GRV de 1 m³ au sein de la zone S7 (cf. annexe 6).

Leur capacité d'entreposage est limitée à 18 tonnes (18 GRV).

Article 4.4.7. Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Article 4.4.7.1. Conception

Les dispositifs de rejet des eaux pluviales sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci. Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Le rejet des eaux pluviales est fait en accord avec la Compagnie Nationale du Rhône suivant une convention tenue à la disposition des installations classées.

Les dispositifs d'assainissement non collectif devront respecter les prescriptions techniques en vigueur.

Article 4.4.7.2. Aménagement des points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Article 4.4.8. Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes ;
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ;

- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- température inférieure à 30 °C ;
- pH compris entre 5,5 et 8,5 ;
- couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l

Article 4.4.9. Gestion des eaux polluées et des eaux industrielles résiduaires

Les réseaux de collecte des effluents séparent les eaux pluviales et les eaux non polluées des diverses catégories d'eaux polluées. Tout rejet d'eaux industrielles est interdit.

Article 4.4.10. Valeurs limites d'émission des eaux usées domestiques

Les eaux usées domestiques sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

Article 4.4.11. Valeurs limites d'émission des eaux pluviales susceptibles d'être polluées

L'exploitant est tenu de respecter pour les eaux pluviales de ruissellement les valeurs limites en concentrations et les fréquences de mesures sous les conditions définies ci-dessous :

Paramètres	Concentrations	Périodicité des mesures	Conditions
pH	5,5 – 8,5	Semestrielle	Sans conditions
Matières En Suspension (MES)	100 mg / l	Semestrielle	Si le flux journalier ne dépasse pas 15 kilos / jour
	35 mg / l		Si le flux journalier dépasse 15 kilos / jour
DBO5	100 mg / l	Semestrielle	Si le flux journalier ne dépasse pas 30 kilos / jour
	30 mg / l		Si le flux journalier dépasse 30 kilos / jour
DCO	300 mg / l	Semestrielle	Si le flux journalier ne dépasse pas 100 kilos / jour
	125 mg / l		Si le flux journalier dépasse 100 kilos / jour
Chrome hexavalent et composés	0,1 mg / l	Semestrielle	Sans conditions
Chrome et composés	0,15 mg / l	Semestrielle	Sans conditions
Plomb et composés	0,3 mg / l	Semestrielle	Sans conditions
Cuivre et composés	0,5 mg / l	Semestrielle	Sans conditions
Nickel et composés	0,5 mg / l	Semestrielle	Sans conditions
Zinc et composés	2 mg / l	Semestrielle	Sans conditions
Manganèse et composés	1 mg / l	Semestrielle	Sans conditions
Étain et composés	2 mg / l	Semestrielle	Sans conditions
Fer, Aluminium et composés (en Fe+Al)	5 mg / l	Semestrielle	Sans conditions
Arsenic	0,05 mg / l	Semestrielle	Sans conditions
Mercure	0,005 mg / l	Semestrielle	Sans conditions
Cadmium	0,05 mg / l	Semestrielle	Sans conditions
Métaux totaux	15 mg / l	Semestrielle	Sans conditions
Hydrocarbures totaux	10 mg / l	Semestrielle	Sans conditions
PCB	0,05 mg / l	Semestrielle	Sans conditions
PFOA	Surveillance uniquement	Semestrielle	Sans conditions
PFOS	Surveillance uniquement	Semestrielle	Sans conditions
Phénols	0,3 mg / l	Semestrielle	Si le rejet dépasse 3 g / j
AOX	1 mg / l	Semestrielle	Si le rejet dépasse 30 g / j
Ion fluorure	15 mg / l	Semestrielle	Si le rejet dépasse 150 g / j

Pour les paramètres phénols, AOX et Ion fluorure, en cas de non dépassement des VLE imposées sur trois mesures consécutives ou en l'absence de rejets dépassant les conditions imposant une mesure, l'abandon de la surveillance de ces paramètres pourra être envisagé, sous réserve de la justification et de l'information préalable de l'Inspection des Installations Classées.

Les paramètres dont la fréquence d'analyse est mensuelle pourront être abaissées à une fréquence semestrielle les rejets réalisés ne dépassent pas les VLE durant six mesures consécutives, sous réserve de la justification et de l'information préalable de l'Inspection des Installations Classées.

L'exploitant réalise un contrôle des Valeurs Limites d'Émissions sur les paramètres précités aux fréquences mentionnées. Les rapports sont tenus à disposition de l'Inspection des Installations Classées.

TITRE 5 - DÉCHETS PRODUITS

CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION

Article 5.1.1. Limitation de la production de déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour :

- en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation ;
- assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :
 - a) la préparation en vue de la réutilisation ;
 - b) le recyclage ;
 - c) toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
 - d) l'élimination.

Cet ordre de priorité peut être modifié si cela se justifie compte tenu des effets sur l'environnement et la santé humaine, et des conditions techniques et économiques. L'exploitant tient alors les justifications nécessaires à disposition de l'inspection des installations classées.

Article 5.1.2. Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement.

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-13 du code de l'environnement. Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballages industriels sont gérés dans les conditions des articles R. 543-63 à R. 543-66 du code de l'environnement.

Les piles et accumulateurs usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-131 du code de l'environnement.

Les déchets de pneumatiques sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-137 à R. 543-140, de l'article R. 543-142 à R. 543-148 et de l'article R. 543-150 à R. 543-151 du code de l'environnement et sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination).

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés, traités et gérés selon les dispositions des articles R. 543-188, R. 543-195 et R. 543-200 et R. 543-200-1 du code de l'environnement.

Article 5.1.3. Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

Article 5.1.4. Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

Article 5.1.5. Déchets gérés à l'intérieur de l'établissement

À l'exception des installations spécifiquement autorisées, tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.

TITRE 6 - SUBSTANCES ET PRODUITS CHIMIQUES

CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 6.1.1. Identification des produits

L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) est tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant veille notamment à disposer sur le site, et à tenir à disposition de l'inspection des installations classées, l'ensemble des documents nécessaires à l'identification des substances et des produits, et en particulier les fiches de sécurité à jour pour les substances chimiques et mélanges chimiques concernés présents sur le site.

Article 6.1.2. Étiquetage des substances et mélanges dangereux

Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et mélanges, et s'il y a lieu, les éléments d'étiquetage conformément au règlement n°1272/2008 dit CLP ou le cas échéant par la réglementation sectorielle applicable aux produits considérés.

Les tuyauteries apparentes contenant ou transportant des substances ou mélanges dangereux devront également être munies du pictogramme défini par le règlement susvisé.

TITRE 7 PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES, DES VIBRATIONS ET DES ÉMISSIONS LUMINEUSES

CHAPITRE 7.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 7.1.1. Aménagements

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

Article 7.1.2. Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement, à l'exception des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments visés par l'arrêté du 18 mars 2002 modifié, mis sur le marché après le 4 mai 2002, soumis aux dispositions dudit arrêté.

Article 7.1.3. Appareils de communication

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

CHAPITRE 7.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

Article 7.2.1. Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Article 7.2.2. Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

Niveau sonore limite admissible	Période de jour allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Période de nuit allant de 22 h à 7 h, sauf dimanches et jours fériés
Point 1	LAeq = 53 dB(A)	LAeq = 50 dB(A)
Point 2	LAeq = 59 dB(A)	LAeq = 58 dB(A)
Point 3	L50 = 57 dB(A)	L50 = 54 dB(A)

Le positionnement des points de mesure est donné sur le plan figurant en annexe 5.

Dans les six mois suivants la signature du présent arrêté puis, à la fin de la première année d'exploitation, l'exploitant réalise et transmet à l'Inspection des installations classées de nouvelles mesures sonores sur les 3 points définis par l'annexe 5.

En fonction des résultats obtenus, des aménagements des valeurs limites d'émission pourront être demandés.

Suite à la première année d'exploitation, les mesures sonores seront à réaliser tous les 5 ans et devront être tenues à disposition de l'Inspection.

CHAPITRE 7.3 ÉMISSIONS LUMINEUSES

Article 7.3.1. Émissions lumineuses

De manière à réduire la consommation énergétique et les nuisances pour le voisinage, l'exploitant prend les dispositions suivantes :

- les éclairages intérieurs des locaux sont éteints une heure au plus tard après la fin de l'occupation de ces locaux,
- les illuminations des façades des bâtiments ne peuvent être allumées avant le coucher du soleil et sont éteintes au plus tard à 1 heure.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux installations d'éclairage destinées à assurer la protection des biens lorsqu'elles sont asservies à des dispositifs de détection de mouvement ou d'intrusion.

L'exploitant du bâtiment doit s'assurer que la sensibilité des dispositifs de détection et la temporisation du fonctionnement de l'installation sont conformes aux objectifs de sobriété poursuivis par la réglementation, ceci afin d'éviter que l'éclairage fonctionne toute la nuit.

TITRE 8 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 8.1 GÉNÉRALITÉS

Article 8.1.1. Localisation des risques

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.

Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.

Article 8.1.2. Localisation des stocks de substances et mélanges dangereux

L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux décrits précédemment à l'article 6.1.1 seront tenus à jour dans un registre, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.

Article 8.1.3. Propreté de l'installation

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

Article 8.1.4. Contrôle des accès

Les installations sont fermées par un dispositif capable d'interdire l'accès à toute personne non autorisée. L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.

Le site est équipé d'une télésurveillance intégrant un système d'alarmes techniques sur le process et le stockage.

En dehors des périodes d'exploitation, le site est maintenu en surveillance (dispositifs d'alarme et télésurveillance reportés à une société spécialisée).

Le dispositif de télésurveillance est vérifié à fréquence annuelle.

Article 8.1.5. Circulation dans l'établissement

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et les accès en tout point du bâtiment et des aires de stockage sont dimensionnées, réglementées et maintenus dégagés, notamment pour permettre l'accès et l'intervention des services de secours et d'incendie.

Article 8.1.6. Étude de dangers

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers. Il met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.

CHAPITRE 8.2 DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES

Article 8.2.1. Comportement au feu

Article 8.2.1.1. Dispositions générales

Les locaux abritant l'installation présentent la caractéristique de réaction au feu minimale suivante : matériaux de classe A1 selon NF EN 13 501-1 (incombustible).

Les bâtiments abritant l'installation présentent les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes :

- murs extérieurs et murs séparatifs REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures) pour les bâtiments de stockage fermés,
- murs séparatifs REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures) pour la séparation des installations vis-à-vis des locaux sociaux,
- planchers REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures) pour les bâtiments de stockage fermés,
- portes et fermetures résistantes au feu (y compris celles comportant des vitrages et des quincailleries) et leurs dispositifs de fermeture REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures) pour les bâtiments de stockage fermés.

Les toitures et couvertures de toiture répondent à la classe BROOF (t3), pour un temps de passage du feu au travers de la toiture supérieur à trente minutes (classe T 30) et pour une durée de la propagation du feu à la surface de la toiture supérieure à trente minutes (indice 1)

Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines et tuyauteries, de convoyeurs) sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs.

Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 8.2.1.2. Dispositions spécifiques à certains locaux

Les locaux suivants respectent les dispositions constructives présentées dans le tableau ci-dessous.

	Local BtoB	Local ATN1	Local TGBT	Local ATN2	Auvent S7	Local générateur azote
Hauteur (mètres)	8,62	8	4	8	6,87	8,5
Type structure	Charpente métallique	Murs aggro ou prémur	Murs aggro	Murs aggro	Charpente métallique	Charpente métallique

Tenue au feu structure	R15	REI 120	REI 120	REI 120	SO	R 15
Type toiture	Bac acier 34 SR 75/100 galva +	Plancher REI 120	Plancher REI 120	Plancher REI 120	Couverture bac sex 39T 75/100	Bac acier 34 SR 75/100 galva
Désenfumage (O / N)	O	N	N	N	N	N
Brooft3	Broof (T3)	REI 120	REI 120	REI 120	/	Broof (T3)
Type parois	Mur BA sur 4 m (RE 120) + bardage en panneau sur 4,62 m (REI 120)	Murs aggro ou prémur : REI 120	Murs aggro ou prémur : REI 120	Murs aggro ou prémur : REI 120	Longrine béton : 1 mètre de hauteur	Murs aggro ou prémur : REI 120
Type portes accès	Porte sectionnelle + porte rapide sur extérieur	Porte métallique EI 60	Porte métallique EI 30	Porte métallique EI 60	SO	Porte métallique

Article 8.2.2. Intervention des services de secours

Article 8.2.2.1. Accessibilité

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

Article 8.2.2.2. Accessibilité des engins à proximité de l'installation

Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation.

Article 8.2.2.3. Aires de stationnement

L'exploitant met en place une ou, si nécessaire, plusieurs aires de stationnement pour les services d'incendie et de secours. Leurs localisations et caractéristiques devront être validées par les services d'incendie et de secours.

Le ou les aires de stationnement sont matérialisées au sol et maintenues en permanence entretenues, dégagées et accessibles pour les services d'incendie et de secours ; si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours.

Article 8.2.3. Désenfumage

Les bâtiments abritant les installations sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur, conformes aux normes en vigueur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs sont à commandes automatique et manuelle.

Leur surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à 2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1600 m². Elle est à déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m² sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des locaux.

En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local, ou depuis la zone de désenfumage ou la cellule à désenfumer dans le cas de local divisé en plusieurs cellules. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.

Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont adaptés aux risques particuliers de l'installation.

Ces dispositifs présentent en référence à la norme NF EN 12 101-2 les caractéristiques suivantes :

- fiabilité : classe RE 300 (300 cycles de mise en sécurité). Les exutoires bi-fonction sont soumis à 10 000 cycles d'ouverture en position d'aération.
- la classification de la surcharge neige à l'ouverture est SL 250 (25 daN/m²) pour des altitudes inférieures ou égales à 400 m et SL 500 (50 daN/m²) pour des altitudes supérieures à 400 m et inférieures ou égales à 800 m. La classe SLO est utilisable si la région d'implantation n'est pas susceptible d'être enneigée ou si des dispositions constructives empêchent l'accumulation de la neige. Au-dessus de 800 m, les exutoires sont de la classe SL 500 et installés avec des dispositions constructives empêchant l'accumulation de la neige.
- classe de température ambiante T0 (0 °C).
- classe d'exposition à la chaleur HE 300 (300 °C).

Des amenées d'air frais d'une superficie égale à la surface des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur.

L'efficacité du système de désenfumage est vérifiée de manière annuelle selon le chapitre 2.8 du présent arrêté.

Article 8.2.4. Moyens de lutte contre l'incendie

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 8.1.1
- d'extincteurs à eau pulvérisée (ou équivalent) permettant d'assurer une capacité d'extinction égale ou supérieure à celle d'un appareil 21 A pour 250 m² de superficie à protéger (minimum de deux appareils par atelier, magasin, entrepôt...),
- d'extincteurs à anhydride carbonique (ou équivalent) près des tableaux et machines électriques,
- d'extincteurs à poudre (ou équivalent), type 55 b près des installations de liquides et gaz inflammables et par 250 m² de superficie à protéger,
- d'une plate-forme d'aspiration pour les engins pompes d'incendie sur l'un des bassins (eaux pluviales incendie),
- d'un réseau propre aux robinets incendie armés (RIA). Ces RIA pourront être dopés à la mousse,
- d'un réseau d'eau public ou privé alimentant au moins quatre poteaux d'incendie normalisés d'un modèle incongelable et comportant des raccords normalisés,
- la défense incendie devra fournir un débit global en simultané de 360 m³/h au moins sur la zone. Le poteau incendie prévu à l'entrée de l'établissement sera constitué par un hydrant de 150 mm ou de 2 x 100 mm.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur et selon les fréquences définies par le chapitre 2.8 du présent arrêté.

Les extincteurs sont placés en des endroits signalés et rapidement accessibles en toutes circonstances.

Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. Les différentes tuyauteries accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les broyeurs PAM et GEM-F comprennent des buses d'aspersion automatisée et un dispositif d'aspersion mousse. Ces dispositifs à déclenchement automatique et manuel libèrent de l'eau dopée à la mousse à partir d'un réseau spécifique dédié.

CHAPITRE 8.3 DISPOSITIF DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS

Article 8.3.1. Matériels utilisables en atmosphères explosibles

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 8.1.1 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret du 19 novembre 1996 modifié, relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible.

Article 8.3.2. Installations électriques

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.

Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du code du travail.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

Article 8.3.3. Ventilation des locaux

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à 1 mètre au-dessus du faîtage.

La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des polluants dans l'atmosphère (par exemple l'utilisation de chapeaux est interdite).

Article 8.3.4. Systèmes de détection automatique

Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 8.1.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection de substance particulière/fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il réalise les vérifications périodiques annuelles exigées selon l'article 2.8 du présent arrêté. Les comptes rendus des vérifications de maintenance et des tests sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 8.4 DISPOSITIF DE RÉTENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Article 8.4.1. Rétentions et confinement

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,

- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

III. Les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire sont étanches et équipées de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

Le volume nécessaire au confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part,
- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part.

Les eaux d'extinction sont collectées dans le bassin de rétention général du site d'un volume de 1390 m³, dont à minima 725 m³ sont disponibles en permanence pour la rétention des eaux d'extinction. Celles-ci peuvent être rejetées uniquement si elles respectent les conditions fixées dans le présent arrêté. Dans le cas contraire, elles sont éliminées dans des filières de traitement des déchets appropriées.

L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte rendu des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, tuyauteries, conduits d'évacuations divers...)

CHAPITRE 8.5 DISPOSITIONS D'EXPLOITATION

Article 8.5.1. Surveillance de l'installation

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

Article 8.5.2. Travaux

Dans les parties de l'installation recensées à l'article 8.1.1 et notamment celles recensées locaux à risque, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu », et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

Article 8.5.3. Vérification périodique et maintenance des équipements

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

Article 8.5.4. Consignes d'exploitation

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ;
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 4.3.5 ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

TITRE 9 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 9.1 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À L'ACTIVITÉ DE TRANSIT, REGROUPEMENT, TRI, DÉSASSEMBLAGE ET TRAITEMENT D'ÉQUIPEMENTS ÉLECTRIQUES ET ÉLECTRONIQUES MIS AU REBUT

Article 9.1.1. Dispositions générales

Les opérations de tri et de broyage des DEEE sont effectuées dans un bâtiment industriel dont les portes sont maintenues fermées, excepté pour permettre l'accès ou la sortie des véhicules.

Les locaux et les équipements doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés. En particulier, les éléments légers qui se sont éventuellement dispersés à l'intérieur ou à l'extérieur de l'établissement doivent être régulièrement ramassés.

Le transport des DEEE doit s'effectuer dans des conditions propres à limiter les envols. En particulier, s'il est fait usage de bennes ouvertes, les produits devront être couverts d'une bâche ou d'un filet.

Article 9.1.2. Stockage général des déchets

Les déchets sont stockés conformément au plan situé en annexe 6.

Le tableau en annexe 7 définit les quantités et volumes de déchets autorisés par espace de stockage et rubriques associées.

Ces différents espaces de stockage respectent les dispositions constructives et les typologies de stockages présents dans le tableau en annexe 8.

Le stockage d'une autre typologie de déchets, à la puissance calorifique inférieure est autorisé à condition que le stockage soit réalisé dans les mêmes conditions que celles du stockage initial (volumes, conditions de stockage, etc.).

Les alvéoles de stockages ayant fait l'objet d'une évaluation des flux thermiques peuvent accueillir des typologies de déchets différents tant que les risques associés aux produits combustibles affectés à ces emplacements restent inférieurs aux scénarios étudiés.

Le stockage d'une typologie de déchets au pouvoir calorifique supérieure est soumis à l'accord de l'Inspection des installations classées et devra faire l'objet de nouvelles études de flux thermiques au préalable conformément à l'annexe 8.

Article 9.1.3. Provenance des déchets

L'origine géographique des déchets admis sur le site doit être conforme aux dispositions du Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) en vigueur.

Article 9.1.4. Admission des déchets d'équipements électriques et électroniques

Seuls pourront être acceptés sur le site les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) provenant d'activités industrielles ou artisanales et de déchetteries (collectivités locales). L'acceptation de tout déchet présentant l'une des caractéristiques suivantes est interdite : explosif, inflammable, putrescible, fermentescible, radioactif, non pelletable, pulvérulent, contaminé selon la réglementation sanitaire.

L'exploitant fixe les critères d'admission dans son installation des DEEE et les consigne dans un document tenu à disposition de l'inspection des installations classées. Il a à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques que peuvent représenter les équipements électriques et électroniques au rebut, admis dans l'installation. Il s'appuie, pour cela, notamment sur la documentation prévue à l'article R. 543-178 du code de l'environnement. En particulier, l'exploitant dispose des fiches de données de sécurité prévues par le code du travail pour au minimum les substances réputées contenues dans les équipements électriques et électroniques admis.

Avant réception d'un déchet, un accord commercial devra préalablement définir le type de déchets livrés.

Article 9.1.5. Réception des déchets d'équipements électriques et électroniques

L'exploitant procède au pesage de chaque chargement de déchets entrant sur le site au moyen d'un pont-bascule. Une aire d'attente intérieure pour les camions de capacité suffisante pour permettre le stationnement des véhicules transportant les déchets est aménagée. En aucun cas, les véhicules en attente de déchargement ne devront stationner hors de l'établissement. De plus, à l'intérieur de l'établissement, ils ne devront pas stationner sur des aires non étanches et non munies de rétention.

Toute admission de déchets d'équipements électriques et électroniques fait l'objet d'un contrôle visuel pour s'assurer de leur conformité aux critères mentionnés à l'article 9.1.4. Une zone est prévue pour l'entreposage, avant leur reprise par leur apporteur ou leur élimination par un prestataire, des déchets d'équipements électriques et électroniques qui ne respectent pas les critères précités.

Article 9.1.6. Détection de la radioactivité

Article 9.1.6.1. Contrôle des déchets entrants

L'établissement est équipé d'un système de détection de la radioactivité qui est mis en œuvre pour le contrôle systématique des déchets entrant et vise à vérifier l'absence de déchets radioactifs.

Le seuil de déclenchement de l'alarme de ce dispositif est fixé par l'exploitant en tenant compte du bruit de fond local. Les éléments techniques justificatifs de la détermination de ce seuil de déclenchement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le seuil de déclenchement ne peut être modifié que par l'action d'une personne habilitée par l'exploitant. Le réglage de ce seuil de déclenchement est vérifié à fréquence à minima annuelle, selon un programme de vérification défini par l'exploitant.

La vérification du bon fonctionnement du dispositif de détection de la radioactivité est réalisée périodiquement. La périodicité retenue par l'exploitant doit être justifiée, et a lieu au moins une fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier que l'équipement de détection de la radioactivité est en service de façon continue.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents nécessaires à la traçabilité des opérations de vérification et de maintenance réalisées sur le dispositif de détection de la radioactivité.

À l'entrée et à la sortie du site, les chargements font l'objet d'un contrôle radiologique.

Article 9.1.6.2. Mesures prises en cas de détection de déchets radioactifs

L'exploitant met en place une procédure de gestion des alarmes du dispositif de détection de la radioactivité. Cette procédure identifie les personnes habilitées à intervenir. Ces personnes disposent d'une formation au risque radiologique.

Les alarmes doivent pouvoir être instantanément identifiées par une personne habilitée à intervenir. Le cas échéant, un dispositif de report d'alarme est mis en place.

En cas de détection confirmée de radioactivité dans un chargement, le véhicule en cause est isolé sur une aire spécifique étanche, aménagée sur le site à l'écart des postes de travail permanents. Le chargement est abrité des intempéries.

L'exploitant réalise ou fait réaliser un contrôle du chargement à l'aide d'un radiamètre portable, correctement étalonné, pour repérer et isoler le(s) déchet(s) douteux. Par ailleurs, il réalise ou fait réaliser une analyse spectrométrique des déchets douteux pour identifier la nature et l'activité de chaque radioélément.

La gestion du déchet radioactif est réalisée en fonction de la période du radioélément et débit de dose au contact du déchet. Ceci peut conduire à isoler le déchet durant la durée nécessaire pour assurer la décroissance radioactive, à refuser le déchet et le retourner au producteur ou à demander à l'ANDRA de venir prendre en charge le déchet.

En cas de gestion de la source par décroissance, l'exploitant dispose d'un local fermé, situé à l'écart des postes de travail permanents, bénéficiant d'une signalétique adaptée (trèfle sur fond jaune) et de consignes de restrictions d'accès claires et bien apparentes.

L'immobilisation et l'interdiction de déchargement sur le site ne peuvent être levées, dans le cas d'une source ponctuelle, qu'après isolement des produits ayant conduit au déclenchement du détecteur. L'autorisation de déchargement du reste du chargement n'est accordée que sur la base d'un nouveau contrôle ne conduisant pas au déclenchement du détecteur.

Article 9.1.7. Entreposage des déchets d'équipements électriques et électroniques

L'entreposage de déchets entrant sur le site ainsi que les stockages des déchets triés et des refus sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées. Ces aires devront être nettement délimitées, séparées et clairement signalées. Leur dimensionnement sera adapté aux conditions d'apport et d'évacuation de façon à éviter tout dépôt, même temporaire, en dehors de ces aires.

L'entreposage des déchets est réalisé de façon à faciliter l'intervention des moyens de secours en cas d'incendie. L'exploitant fixe en particulier la hauteur maximale d'entreposage de ces déchets de manière à assurer la stabilité de ces stockages.

La présence de matières dangereuses ou combustibles dans les zones de transit, regroupement, tri des déchets d'équipements électriques et électroniques est limitée aux nécessités de l'exploitation.

Lorsqu'ils sont identifiés, les condensateurs et autres déchets susceptibles de contenir des PCB sont séparés dans un bac étanche spécialement affecté et identifié. Leur élimination est faite dans une installation dûment autorisée.

Les piles et accumulateurs sont entreposés sous abri dans des containers étanches.

Les déchets de tubes fluorescents, lampes basse énergie et autres lampes spéciales autres qu'à incandescence sont stockés et manipulés dans des conditions permettant d'en éviter le bris, et leur élimination est faite dans une installation dûment autorisée respectant les conditions de l'arrêté du 23 novembre 2005 ou remis aux personnes tenues de les reprendre, en application des articles R. 543-188 et R. 543-195 du code de l'environnement ou aux organismes auxquels ces personnes ont transféré leurs obligations.

Article 9.1.8. Déchets d'équipements électriques et électroniques en transit

Les déchets d'équipements électriques et électroniques reçus sur le site uniquement en transit sont envoyés dans des installations appliquant les dispositions de l'arrêté du 23 novembre 2005 relatif aux modalités de traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques, ou remis aux personnes tenues de les reprendre en application des articles R. 543-188 et R. 543-195 du code de l'environnement susvisé, ou aux organismes auxquels ces personnes ont transféré leurs obligations.

Article 9.1.9. Traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques

En application de l'article R. 543-200 du code de l'environnement, les déchets d'équipements électriques et électroniques collectés séparément font l'objet des opérations définies à l'article 2 de l'arrêté du 23 novembre 2005 précité.

Article 9.1.10. Traitement des déchets d'équipements de production de froid

Toutes dispositions sont prises pour éviter le rejet à l'atmosphère des fluides frigorigènes halogénés contenus dans les équipements de production de froid, y compris de façon accidentelle lors de la manipulation de ces équipements.

Le dégazage du circuit réfrigérant de ces équipements est interdit conformément aux dispositions de l'article R. 543-87 du code de l'environnement.

La récupération des fluides contenus dans de tels équipements sera effectuée conformément aux dispositions figurant à la section 6 du chapitre III du titre IV du livre V de la partie réglementaire du code précité, et plus particulièrement des articles R. 543-78, R. 543-88, R. 543-92 et R. 543-93.

Les fluides frigorigènes récupérés sont traités dans les conditions fixées aux articles R. 543-92 à R. 543-96 du code de l'environnement.

Article 9.1.11. Prévention des pollutions accidentelles

Des consignes particulières sont préparées et portées à la connaissance du personnel pour le nettoyage de certains produits spécifiques éventuellement répandus ou dispersés (notamment de l'amiante, du PCB et du mercure), précisant les moyens de protection et de nettoyage à utiliser dans de tels cas.

En cas de bris massif de tubes fluorescents ou lampes (par exemple du fait de la chute d'une caisse ou d'un conteneur), un produit adapté au blocage chimique du mercure qui serait dispersé est disponible sur place et le personnel formé à son utilisation. Un équipement adapté est prévu pour l'intervention et le nettoyage est effectué mécaniquement, l'utilisation d'aspirateurs étant interdite.

L'ensemble des déchets collectés dans le cas d'un épandage accidentel de mercure est rassemblé dans un contenant assurant l'étanchéité et pourvu d'une étiquette adéquate, pour être expédié dans un centre de traitement des déchets mercuriels.

Article 9.1.12. Registre de suivi des déchets

L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignées toutes les quantités de déchets entrants et sortants du site, incluant les déchets générés sur le site, conformément aux dispositions de l'article R. 541-43 du code de l'environnement.

Le registre des déchets contient à minima les informations suivantes :

- Déchets entrants :

Pour les déchets entrants, les informations décrites dans l'article 1 de l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.

- Déchets sortants :

Pour les déchets sortants, les informations décrites dans l'article 2 de l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement. Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-64 et R. 541-79 du code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des équipements au rebut susceptible d'être présents, les quantités de déchets spécifiques issus du désassemblage de ces équipements susceptibles d'être présents auquel est annexé un plan général des zones d'entreposage. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

TITRE 10 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

CHAPITRE 10.1 PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

Article 10.1.1. Principe et objectifs du programme d'auto surveillance

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto-surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en termes de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

Article 10.1.2. Contrôles inopinés

En application des articles L. 514-5 et L. 514-8 du code de l'environnement, et indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, par un organisme tiers choisi par elle-même, de

prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures vibratoires, olfactives ou de niveaux sonores. Elle peut également demander le contrôle de l'impact sur le milieu récepteur de l'activité de l'entreprise.

Les frais occasionnés par ces contrôles, inopinés ou non, sont à la charge de l'exploitant.

CHAPITRE 10.2 MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO-SURVEILLANCE

Article 10.2.1. Auto-surveillance des émissions atmosphériques

À fréquence semestrielle et annuelle (selon l'article 3.2.4), des mesures de la qualité des émissions atmosphériques sont effectuées par un organisme compétent agréé par le ministre chargé de l'environnement selon les méthodes de référence précisées dans un avis publié au Journal officiel.

Ces mesures sont effectuées au niveau des rejets issus des systèmes d'aspiration des lignes de traitement des PAM et des GEM-Froids sur des échantillons dont la durée de prélèvement est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant, et voisine d'une demi-heure. Les analyses portent sur les paramètres figurant à l'article 3.2.4.

Article 10.2.2. Relevé des prélèvements d'eau

Les installations de prélèvement d'eaux de toutes origines, comme définies à l'article 4.1, sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé mensuellement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé consultable par l'inspection.

Article 10.2.3. Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets aqueux

Chaque semestre, des mesures de la qualité des eaux pluviales susceptibles d'être polluées sont effectuées par un organisme compétent agréé par le ministre chargé de l'environnement selon les méthodes de référence précisées dans un avis publié au Journal officiel. Ces mesures sont effectuées au niveau du rejet des eaux pluviales sur un échantillon représentatif du fonctionnement sur une journée de l'installation et constitué, soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure. Les analyses portent sur les paramètres figurant à l'article 4.4.11.

Article 10.2.4. Surveillance des eaux souterraines

L'exploitant réalise une surveillance des eaux souterraines selon les modalités définies dans les articles ci-après.

Article 10.2.4.1. Implantation des ouvrages de contrôle des eaux souterraines

Lors de la réalisation d'un ouvrage de contrôle des eaux souterraines, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes, et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses. Pour cela, la réalisation, l'entretien et la cessation d'utilisation des forages se font conformément à la norme en vigueur (NF X 10-999 ou équivalente).

L'exploitant surveille et entretient par la suite les forages, de manière à garantir l'efficacité de l'ouvrage, ainsi que la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages. Tout déplacement de forage est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées.

En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant informe le Préfet et prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines.

L'exploitant fait inscrire les nouveaux ouvrages de surveillance à la Banque du Sous-Sol, auprès du Service Géologique Régional du BRGM. Il recevra en retour les codes BSS des ouvrages, identifiants uniques de ceux-ci.

Les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées en m NGF de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site à chaque campagne. Les localisations de prise de mesures pour les nivellements sont clairement signalisées sur l'ouvrage. Les coupes techniques des ouvrages et le profil géologique associé sont conservés.

Article 10.2.4.2. Réseau et programme de surveillance

Le réseau de surveillance se compose d'un piézomètre en amont des installations du site et de 2 piézomètres en aval.

La localisation des ouvrages est précisée sur un plan, qui est actualisé à chaque création de nouveaux ouvrages de surveillance. Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur (normes de potabilité, valeurs-seuil de qualité fixé par le SDAGE,...).

Deux fois par an (période de hautes et basses eaux), l'exploitant fait analyser les paramètres suivants :

- température, pH, conductivité, MES, chlorures, oxygène dissous, DCO, DBO5
- métaux (aluminium, arsenic, cadmium, chrome, fer, manganèse, mercure, nickel et plomb)
- composés organiques halogénés volatils (COHV) et chlorure de vinyle
- hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)
- hydrocarbures totaux

Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne de prélèvement. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyse un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF), ainsi qu'une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.

Article 10.2.5. Suivi des déchets

L'exploitant tient à jour le registre des déchets prévu à l'article 9.1.12 du présent arrêté.

Le registre peut être contenu dans un document papier ou informatique. Il est conservé pendant au moins trois ans et tenu à la disposition des autorités compétentes.

L'exploitant déclare chaque année au ministre en charge des installations classées les déchets dangereux et non dangereux conformément à l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.

Article 10.2.6. Auto surveillance des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée aux fréquences définies par l'article 7.2.2 du présent arrêté (sous 6 mois, 1 an après la première mesure et tous les 5 ans). Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997, par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

CHAPITRE 10.3 SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS

Article 10.3.1. Analyse et transmission des résultats de l'auto surveillance

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise notamment celles de son programme d'auto-surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

Si les résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour rechercher l'origine de la pollution et, si elle provient de ses installations, en

supprimer les causes. Dans ce cas, il doit en tant que de besoin entreprendre les études et travaux nécessaires pour réduire la pollution de la nappe. Il informe le préfet et l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

Les résultats de l'auto-surveillance des eaux souterraines et des rejets d'eaux pluviales susceptibles d'être polluées, sauf impossibilité technique, sont transmis par l'exploitant par le biais du site Internet appelé GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Auto surveillance Fréquentes). Les résultats de l'auto-surveillance des rejets atmosphériques issus des systèmes d'aspiration des lignes de traitement des PAM et des GEM-Froids sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Article 10.3.2. Bilan de l'auto-surveillance des déchets

L'exploitant déclare chaque année au ministre en charge des installations classées les déchets dangereux et non dangereux conformément à l'article 10.2.5.

Article 10.3.3. Analyse et transmission des résultats des mesures de niveaux sonores

Les résultats des mesures réalisées en application des articles 7.2.2 et 10.2.6 sont tenus à disposition du préfet avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

CHAPITRE 10.4 BILANS PÉRIODIQUES

Article 10.4.1. Information du public

Conformément à l'article R. 125-2 de code de l'environnement, l'exploitant adresse au plus tard le 1^{er} avril de chaque année au préfet du département et au maire de la commune d'implantation de son installation un dossier comprenant les documents précisés dans ce même article.

TITRE 11 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS-PUBLICITÉ-EXÉCUTION

Article 11.1.1. PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions des articles R. 181-44 et R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de FEYZIN et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie de FEYZIN pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de FEYZIN fera connaître par procès verbal, adressé à la Direction Départementale de la Protection des Populations - Service Protection de l'Environnement, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Rhône pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 11.1.2. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de LYON :

1° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie et de la publication sur le site internet des services de l'État dans le Rhône de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l’affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du 1er jour d’affichage de la décision.

Les tiers qui n’ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n’ont élevé des constructions dans le voisinage d’une installation classée que postérieurement à l’affichage ou à la publication de l’arrêté autorisant l’ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le tribunal administratif peut être saisi d’une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l’auteur de la décision (Mme la préfète du Rhône – direction départementale de la protection des populations – 245, rue Garibaldi 69 422 LYON Cedex 03) et au bénéficiaire de la décision, société SUEZ RV DEEE, 1, avenue Albert Ramboz à FEYZIN, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d’irrecevabilité du recours contentieux. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d’envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l’environnement).

La présente décision peut faire l’objet d’une demande d’organisation d’une mission de médiation, telle que définie par l’article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Lyon.

Article 11.1.3. EXÉCUTION

La préfète, secrétaire générale de la préfecture, préfète déléguée pour l’égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations, le directeur régional de l’environnement, de l’aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l’inspection des installations classées, et le maire de FEYZIN sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l’exécution du présent arrêté qui sera notifié à l’exploitant.

Lyon,
Le 6 juin 2024
Pour la préfète,

Le sous-préfet,
Secrétaire général adjoint
Julien PERROUDON

Signé électroniquement par
Julien PERROUDON

Annexe 1 : tableau de classement ICPE

Rubrique	Intitulé	Nature et volume des activités	Classement
2790	Installation de traitement de déchets dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795	<p>1-Traitement des GEM F (dont GEP-F) et PAM : Capacité = 210 t/j</p> <p>2-Stockages déchets en attente de traitement : GEM F (dont GEP-F) = 6448 m³ / 515,8 t PAM = 2200 m³ / 400 t</p> <p>3-Stockages déchets issus du traitement : <u>Déchets dangereux = 42 m³ (33 t)</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Gaz (CFC/HFC et pentane) = 20 m³ / 13 t • Piles et batteries = 12,2 m³ / 12,8 t • Condensateurs = 8 m³ / 5,2 t • Huiles 1,8 m³ / 2 t <p><u>Déchets non dangereux = 2 089 m³ (1140,9 t)</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Métaux = 575,5 m³ / 325,9 t • Compresseurs = 90 m³ / 103,5 t • Pellets de mousse = 236,5 m³ / 71 t • Plastiques = 562 m³ / 183 t • Moteurs = 90 m³ / 79,2 t • Câbles = 140 m³ / 36 t • Cartes électroniques = 40 m³ / 15,2 t • Induits = 100 m³ (138 t) • Magnétiques fins = 100 m³ / 45,5 t • Transformateurs aluminium cuivre = 55 m³ / 100 t • Gros moteurs = 100 m³ / 43,6 t 	A
2791-2	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971. La quantité de déchets traités étant C	<p><u>Traitement de DEEE professionnels comprenant :</u></p> <p>DEEE en attente de traitement = 117 m³ / 52 t</p> <p>CTOTAL = 9 t/j</p>	DC
2711-2	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. Le volume susceptible d'être entreposé étant V	<p>1-Déchets dépollués : Micro-ondes = 30 m³ / 4 t Imprimantes = 119 m³ / 26 t</p> <p>2-Déchets issus des opérations de désassemblage/dépollution : Clayettes = 30 m³ / 5 t Carcasses métal = 30 m³ / 10 t</p>	DC

		<p>Verre = 30 m³ / 15 t <i>Cartouches d'imprimantes</i> = 15 m³ / 5 t - DD Composants d'unités centrales = 40 m³ / 18 t Déchets industriels non dangereux = 30 m³ / 8 t Enceintes en bois ou bois = 30 m³ / 4 t</p> <p>3-Déchets en transit (non traitables sur site) : Imbroyables = 90 m³ / 25 t <i>GEM F contenant de l'ammoniac</i> = 50 m³ / 8 t - DD <i>Écrans</i> = 45 m³ / 10 t - DD GEM HF = 30 m³ / 8 t</p> <p>VTOTAL = 569 m³</p>	
2792-1-b	Installations de transit, tri, regroupement de déchets contenant des PCB/PCT à une concentration supérieure à 50 ppm La quantité de fluide contenant des PCB/PCT susceptible d'être présente Q	<p>Radiateurs à bain d'huiles :</p> <p><i>QTOTAL</i> = 2 t</p>	DC
4734-2	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphtas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement Pour les autres stockages (hors stockages enterrés et cavités souterraines), la capacité maximale de stockage étant Q	<p>Cuve à GNR :</p> <p><i>QTOTAL</i> = 5 m³</p>	NC
1435	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant V	<p>Distribution GNR pour chariots de manutention :</p> <p>VTOTAL = 30 m³</p>	NC
3510	Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes : - traitement biologique - traitement physico-chimique - mélange avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520	<p>Traitement de GEM-F et PAM</p> <p>CTOTAL = 210 t/j</p>	A

	<ul style="list-style-type: none"> - reconditionnement avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520 - récupération/régénération des solvants - recyclage/récupération de matières inorganiques autres que des métaux ou des composés métalliques - régénération d'acides ou de bases - valorisation des composés utilisés pour la réduction de la pollution - valorisation des constituants des catalyseurs - régénération et autres réutilisations des huiles - lagunage <p>La quantité maximale susceptible d'être traitée dans l'installation étant C</p>		
3550	<p>Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte</p> <p>La quantité maximale susceptible d'être présente dans l'installation étant Q</p>	<p><u>Stockages temporaires des déchets dangereux suivants :</u></p> <p>GEM-F = 6448 m³ (515,8 t)</p> <p>PAM = 2200 m³ (400 t)</p> <p>Gaz (CFC/HFC et pentane) = 20 m³ (13 t)</p> <p>Piles et batteries = 12,2 m³ (12,8 t)</p> <p>Condensateurs = 8 m³ (5,2 t)</p> <p>Cartouches d'imprimantes : 15 m³ (5 t)</p> <p>GEM-F contenant de l'ammoniac : 50 m³ (8 t)</p> <p>Écrans = 45 m³ (10 t)</p> <p>Radiateurs à bain d'huile = 2 t</p> <p>Huiles = 2 t</p> <p><i>QTOTAL = 973,8 tonnes</i></p>	A

A (Autorisation) ou E (Enregistrement) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé)

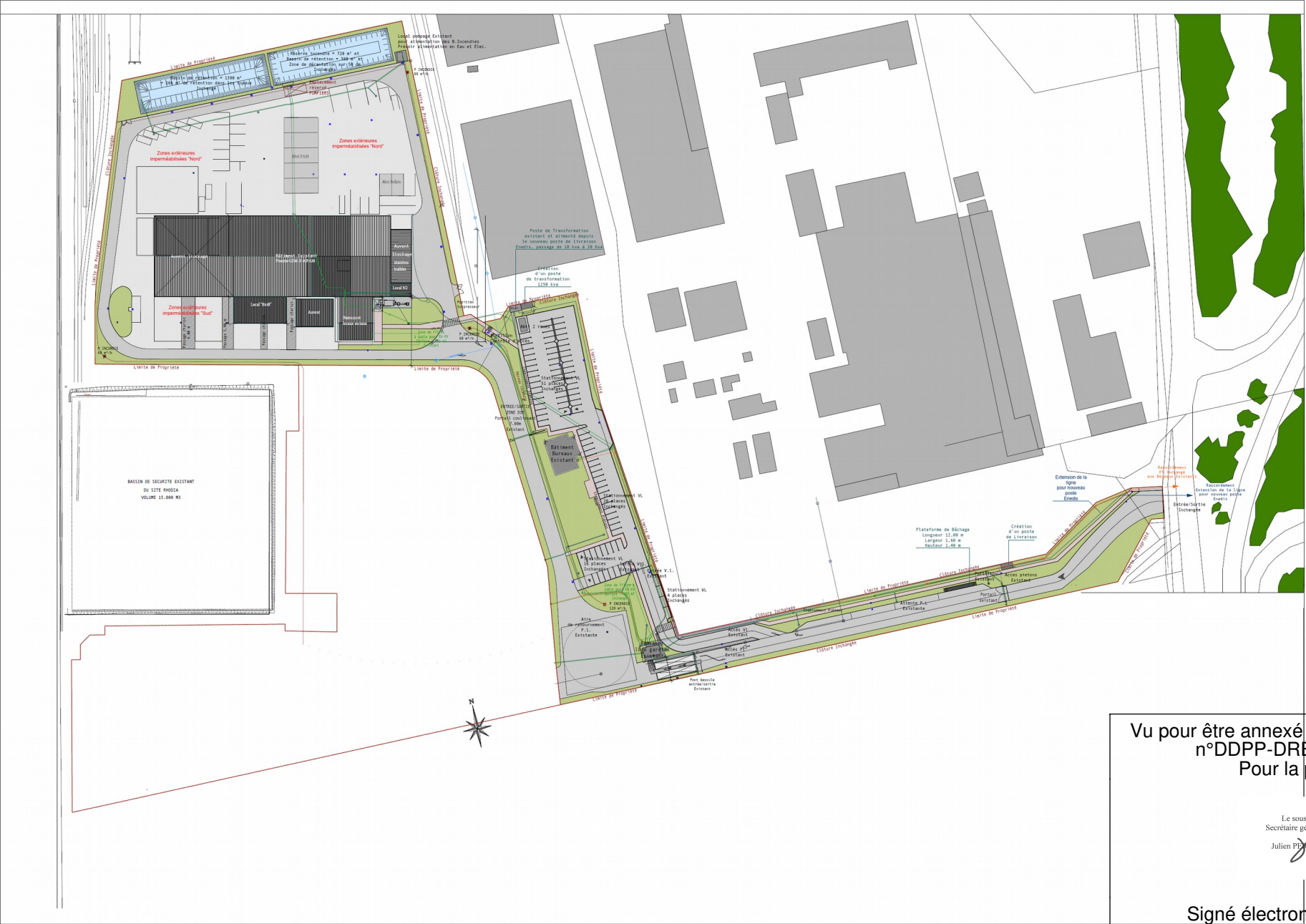
Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral n°DDPP-DREAL 2024-95
Pour la préfète,

Le sous-préfet,
Secrétaire général adjoint

Julien PERROUDON

Signé électroniquement par
Julien PERROUDON
Le 6 juin 2024

Annexe 2 : plan de masse du site

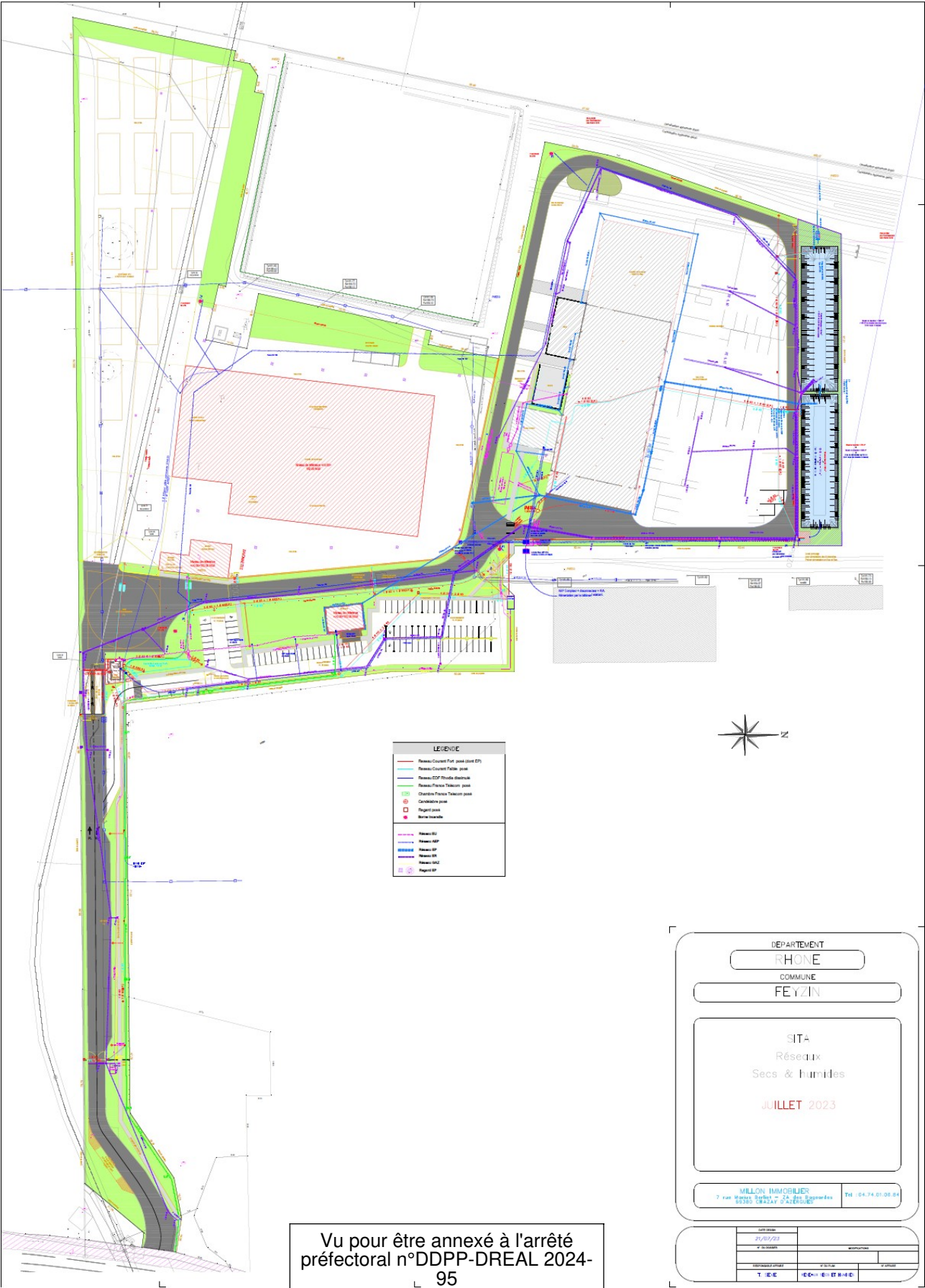


Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral
n°DDPP-DREAL 2024-95
Pour la préfète,

Le sous-préfet,
Secrétaire général adjoint
Julien PERROUDON

Signé électroniquement par
Julien PERROUDON
Le 6 juin 2024

Annexe 3 : plan des réseaux du site

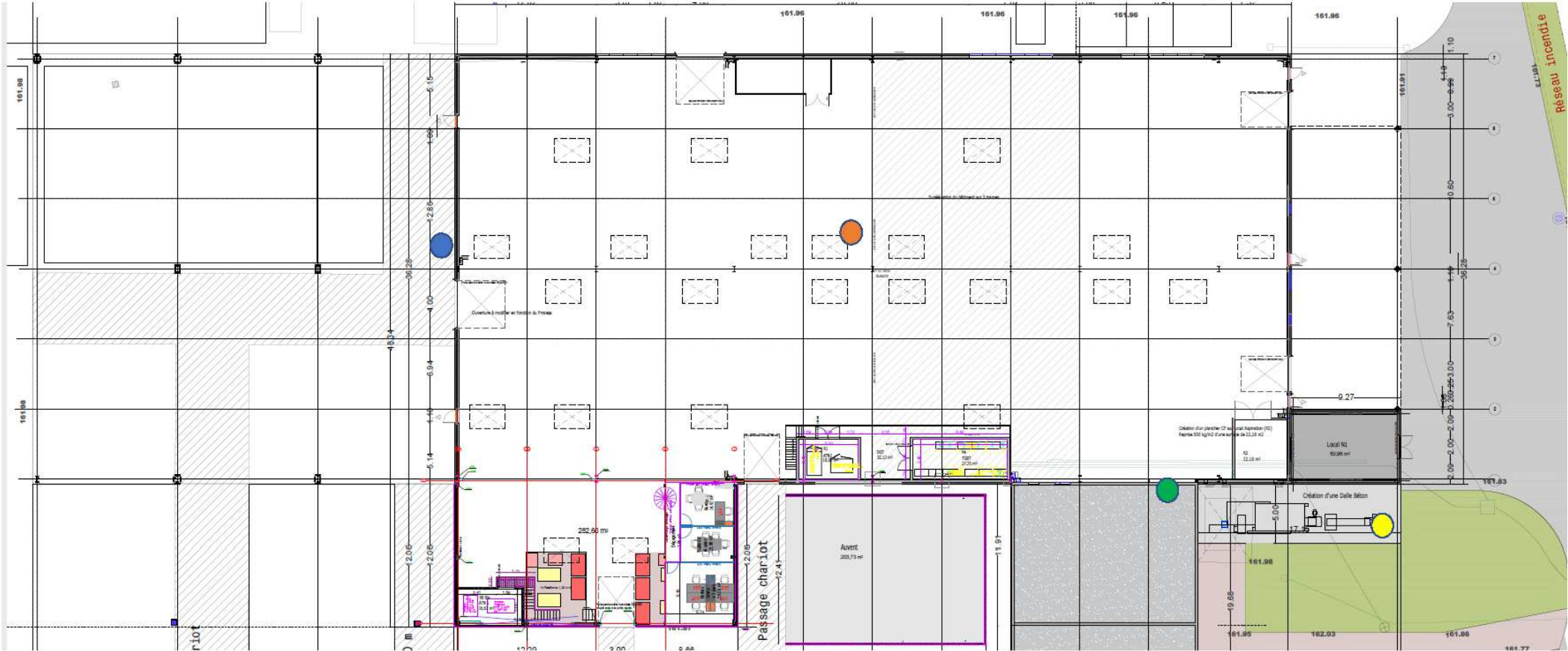


Vu pour être annexé à l'arrêté
préfectoral n°DDPP-DREAL 2024-
95
Pour la préfète,

Le sous-préfet,
Secrétaire général adjoint
Julien PERROUDON

Signé électroniquement par
Julien PERROUDON
Le 6 juin 2024

Annexe 4 : plan de localisation des rejets atmosphériques du site



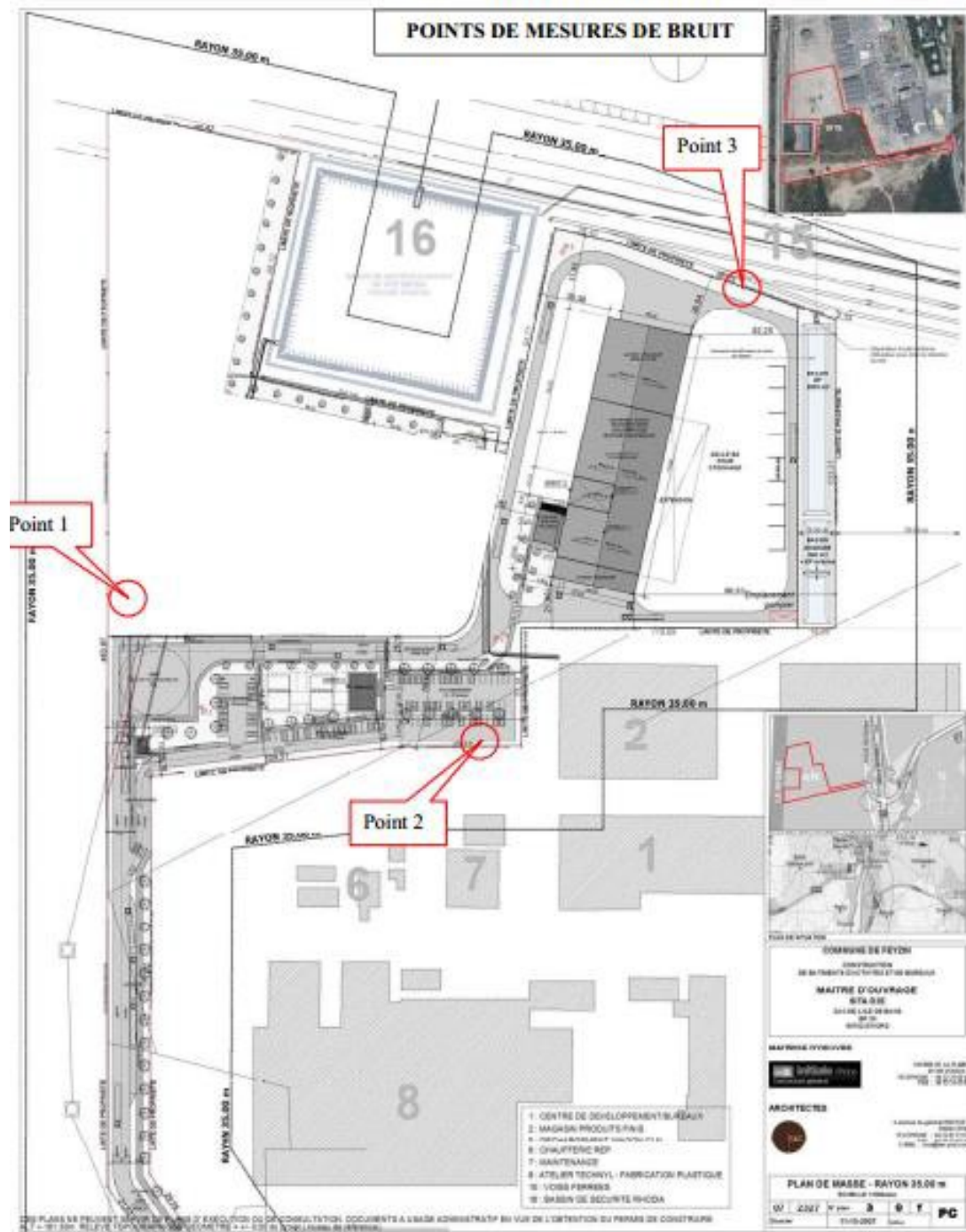
- EA1 rejet PAM1
- EA2 rejet PAM2
- EA3 rejet charbon actifs
- EA4 rejet RTO

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral n°DDPP-DREAL 2024-95
Pour la préfète,

Le soussigné,
Secrétaire général adjoint
Julien PERROUDON

Signé électroniquement par
Julien PERROUDON
Le 6 juin 2024

Annexe 5 : plan de localisation des points de mesures sonores

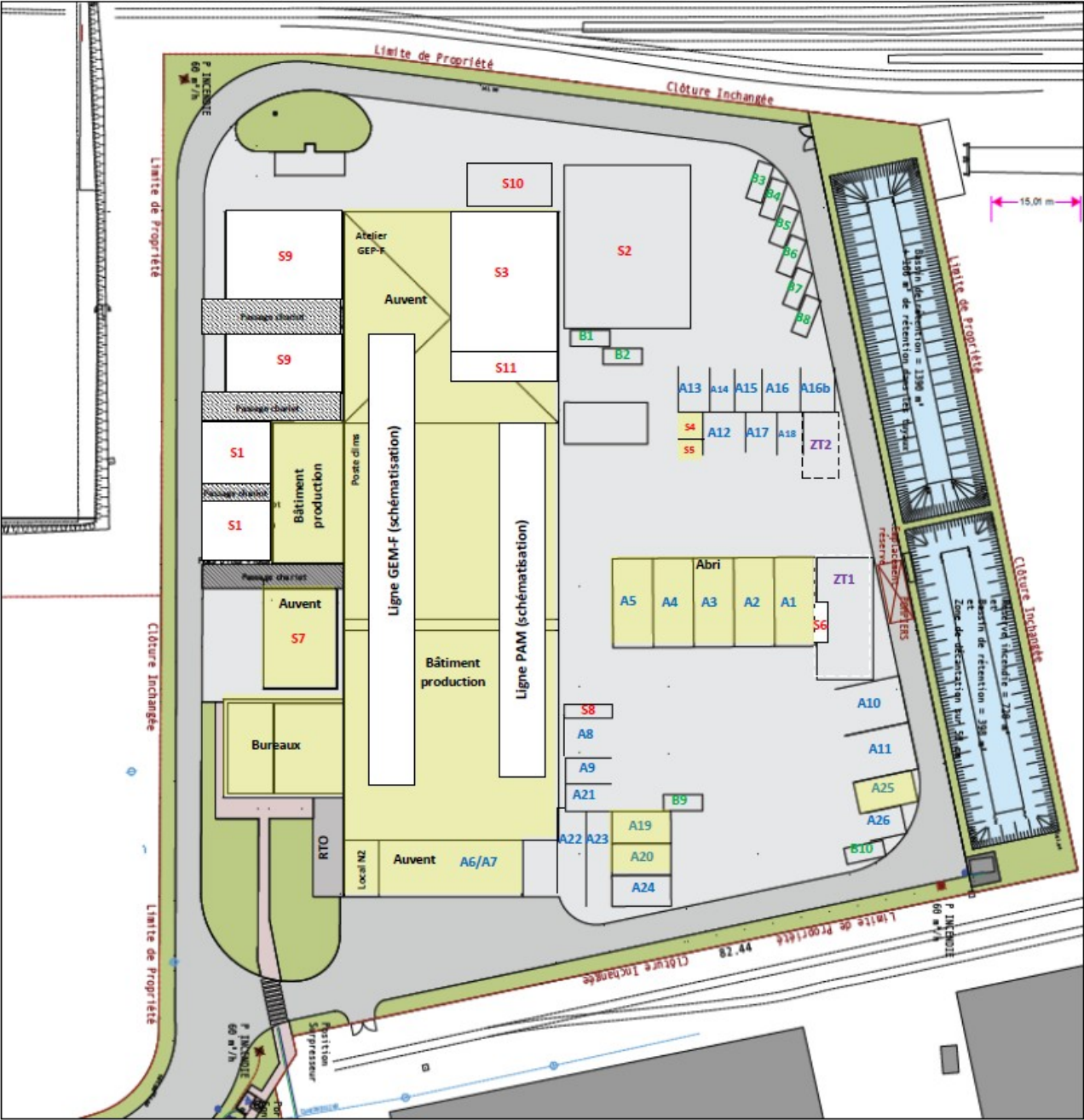


Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral
n°DDPP-DREAL 2024-95
Pour la préfète,

Le sous-préfet,
Secrétaire général adjoint
Julien PERROUDON

Signé électroniquement par
Julien PERROUDON
Le 6 juin 2024

Annexe 6 : plan de localisation des stockages



ICO Environnement			
3 Allée des Merisiers			
69360 COMMUNAY			
ANNEXE 2 : Plan des stockages			
Situation projetée			
Date	Référence dossier	Réf cadastrale	Echelle
26/01/24	ICO/NEK/SUEZ RV D3E / R3.22.1	/	1/675 ^{ème} (A3)

LEGENDE :

Surfaces couvertes

ALVEOLES :

- A1, A2, A3, A4, A5 : PAM entrant
- A6/A7: Matériaux issus broyage frigos
- A8 : Métaux ferreux issus du broyage PAM
- A9 : Plastiques issus du broyage PAM
- A10 : Plastiques « froid »
- A11 : Plastiques « PAM »
- A12 : PAM « BtoB »
- A13 : Aluminium PAM
- A14 : Magnétiques fins
- A15 : Induits
- A16 : Câbles
- A16b : Fûts fluides frigos
- A17 : Magnétiques fins
- A18 : Gros moteurs
- A19 / A20 : Pellets
- A21 : Moteurs
- A22 : Compresseurs
- A23 : Compresseurs
- A24 : Aluminium GEMF
- A25 : Imprimantes
- A26 : Transformateurs

STOCKAGES :

- S1 : Frigos NH3, PAM BtoB, PEP, cartes électroniques, contenants vides
- S2, S3, S10 : Frigos à traiter
- S4/S5 : Piles
- S6 : Non conformités EO / Palettes
- S7 : Ecrans, Radiateurs, Emballages vides, Eaux process, condensateurs
- S8 : Armoire stockage produits
- S9 : GEP-F / Climis / GEM F
- S11 : Produits issus démantèlement UC / Cartouches

BENNES :

- B1 : Carcasses
- B2 : DAEND (DIB)
- B3 : Verre
- B4 : GEM HF
- B5 : Bois (Encintes,...)
- B6, B7, B8 : Métaux ferrés
- B9 : Micro-onde
- B10 : Echangeurs

ZONES DE TRAVAIL :

- ZT1 : Zone de déchargement PAM reçus en caisse
- ZT2 : Zone de transit temporaire caisses vides

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral n°DDPP-DREAL 2024-95
Pour la préfète,

Le soussigné,
Secrétaire général adjoint
Julien PERROUDON

Signé électroniquement par
Julien PERROUDON
Le 6 juin 2024

Annexe 7 : tableau présentant les déchets entreposés sur site et les rubriques ICPE associées

Matières	Tonnage (t)	Volume (m³)	Type de déchets	Modalités stockage (26/01/24)	Rubriques ICPE associées
PAM (toutes natures PEP, BtoB, ..)	400,0	2200,0	PAM (amont traitement)	Alvéoles A1 à A5 / A12 / A17 Zone de stockage S1	2790, 3510, 3550
GEM-F (toutes natures : GEP-F, Congélateurs, ...)	515,5	6448,0	GEM-F (amont traitement)	Zones de stockage S2 / S3 / S9 / S10	2790, 3510, 3550
GEM-F ammoniac	7,9	49,5	Tri, Transit, regroupement DEEE	Zone de stockage S1	2711-2, 3510, 3550
Ecrans	10,0	45,6	Tri, Transit, regroupement DEEE	Zone de stockage S7	2711-2, 3510, 3550
GEM-HF	8,1	30,0	Tri, Transit, regroupement DEEE	Benne B4	2711-2, 3510, 3550
Imprimantes	26,0	118,3	Tri, Transit, regroupement DEEE	Alvéole A25	2711-2
Micro-ondes dépollués	3,9	30,0	Tri, Transit, regroupement DEEE	Benne B9	2711-2
Produits issus du démantèlement UC	99,0	220,0	Tri, Transit, regroupement DEEE	Zone de stockage S11	2790, 3510, 3550
Transfo alu/cuivre	97,2	54,0	Transformateurs aluminium cuivre	Alvéole A26	2790, 3510, 3550
Cartouches	5,0	15,0	Cartouches	Zone de stockage S11	2711-2, 3550
Condensateurs	5,2	8,0	Condensateurs	Zone de stockage S7	2790, 3510, 3550
Fûts à pression phase 1 et 2	13,0	20,0	Gaz (CFC/HFC et pentane)	Locaux remplissage ATN + CA / Alvéole A16b	2790, 3510, 3550
Huiles	2,0	1,8	Huiles	Zone de stockage S7	2790, 3510, 3550
Radiateurs à bains d'huiles	2,0	/	Huiles	Zone de stockage S7	2792-1-b
Piles	12,8	12,2	Piles et batteries	Zones de stockage S4/S5	2790, 3510, 3550
Alu GEM-F	50,5	99,0	Métaux	Alvéole A24	2790, 3510, 3550
Alu PAM	49,5	99,0	Métaux	Alvéole A13	2790, 3510, 3550
Ferraille GEM-F	144,4	137,5	Métaux	Alvéole A6/A7	2790, 3510, 3550
Ferraille PAM	41,4	90,0	Métaux	Alvéole A8	2790, 3510, 3550
Bois (dont enceintes)	3,9	30,0	Bois	Benne B5	2711-2
Câbles	36,0	138,6	Câbles	Alvéole A16	2790, 3510, 3550
Carcasses métalliques	9,9	30,0	Métaux	Benne B1	2711-2
Cartes électroniques	15,2	40,0	Cartes électroniques	Zone de stockage S1	2790, 3510, 3550
Compresseurs dépollués	103,5	90,0	Compresseurs	Alvéoles A22 / A23	2790, 3510, 3550
Contenants vides	/	/	/	Zones de stockage S1/S7 - Zones de travail ZT1/ZT2	/
DAEND (DIB)	8,1	30,0	DIB	Benne B2	2711-2

Echangeurs clim	5,0	30,0	Métaux	Benne B10	2790, 3510, 3550
Gros moteurs	43,6	99,0	Moteurs	Alvéole A18	2790, 3510, 3550
Induits broyés	138,0	100,0	Induits	Alvéole A15	2790, 3510, 3550
Magnétiques fins	45,5	99,0	Magnétiques fins	Alvéole A14	2790, 3510, 3550
Métaux ferrés	25,2	90,0	Métaux	Bennes B6 à B8	2790, 3510, 3550
Moteurs	79,2	90,0	Moteurs	Alvéole A21	2790, 3510, 3550
Pellets mousse	71,0	236,5	Pellets	Alvéole A19 / A20	2790, 3510, 3550
Plastiques GEM-F	90,0	281,0	Plastiques non dangereux	Alvéoles A6 /A7 / A10	2790, 3510, 3550
Plastiques PAM	93,0	281,0	Plastiques non dangereux	Alvéoles A9 / A11	2790, 3510, 3550
Verre	15,0	30,0	Verre	Benne B3	2711-2

Surlignage vert = Déchets Dangereux

NB : Les tonnages et les volumes sont mentionnées à titre indicatif. Les seuils limites à prendre en considération sont ceux mentionnés dans le tableau de classement ICPE présents en annexe 1 et selon l’unité de mesure correspondante.

Vu pour être annexé à l'arrêté
préfectoral n°DDPP-DREAL 2024-95
Pour la préfète,

Le soussigné,
Secrétaire général adjoint
Julien PERROUDON



Signé électroniquement par
Julien PERROUDON
Le 6 juin 2024

Annexe 8 : tableau reprenant les caractéristiques des différentes zones de stockage

	Affectations			Type stockage (vrac/conditionné)	Dimensions réelles (Lxl)	Surface totale (m²)	Hauteur stockage max (m)	Volume théorique (m³)	Stockage couvert O/N	Parois REI 120	
										O/N	Hauteur
Alvéoles	Affectations au 26/01/24	Evolution possible (risques incendie équivalents ou moindres)	Commentaires								
A1, A2, A3, A4, A5	PAM entrant	Tous flux hors plastiques et mousses	Révision des scénarii nécessaires si affectation plastiques et mousses	Vrac	36x15	540	3,8	2000	O	O	4
A6	Matériaux issus broyage frigos	/		Vrac	7,65x5,7	45,5	3,2	145,5	O	O	3,3
A7	Matériaux issus broyage frigos	/		Vrac	7,05x5,1	36	3,2	115,1	O	O	3,3
A8	Métaux ferreux issus du broyage PAM	Tous flux inertes (métaux,...)		Vrac	7,65x5,7	43,6	2,65	115,6	N	O	2,6
A9	Plastiques issus du broyage PAM	/		Vrac	7,65x4,5	34,4	2,65	91,2	N	O	2,6
A10	Plastiques « froid »	Tous flux	Scénario "plastique" majorant	Vrac	10x7,5	75	3	225	N	O	4
A11	Plastiques « PAM »	Tous flux	Scénario "plastique" majorant	Vrac	10x7,5	75	3	225	N	O	4
A12	PAM « BtoB »	Autres PAM		Vrac	6,4x6,2	39,7	3,2	127	O	O	3,3
A13	Aluminium PAM	Tous flux inertes (métaux,...)		Vrac	7,65x3,75	31,7	3,2	91,8	N	O	3,3
A14	Magnétiques fins	Tous flux inertes (métaux,...)		Vrac	7,65x3,8	29,3	3,2	93,6	O	O	3,3
A15	Induits	Tous flux inertes (métaux,...)		Vrac	7,65x3,75	28,7	3,2	91,8	N	O	3,3
A16	Câbles	Tous flux inertes (métaux,...)		Vrac	7,65x5,7	43,6	3,2	140	N	O	3,3
A16b	Fûts fluides frigos	/		Vrac	7,65x5	38,4	3,3	126,9	N	O	3,3
A17	Magnétiques fins	Tous flux inertes (métaux,...)		Vrac	6,4x7	44,5	3,2	142,3	N	O	3,3
A18	Gros moteurs	Tous flux inertes (métaux,...)		Vrac	6,4x5	32	3,2	102,5	N	O	3,3
A19 / A20	Pellets	Tous flux	Scénario "pellets" majorant	Vrac	9,6x9	81	2,75	236	O	O	3,3
A21	Moteurs	Tous flux inertes (métaux,...)		Vrac	7,65x4,5	34,4	2,65	91,2	N	O	2,6
A22	Compresseurs	Tous flux inertes (métaux,...)		Vrac	10,9x9	96	2	193	N	O	2,2
A23	Compresseurs	Tous flux inertes (métaux,...)									
A24	Aluminium GEM F	Tous flux inertes (métaux,...)		Vrac	7,05x4,5	31,7	3,2	102	N	O	3,3
A25	Imprimantes	Tous flux hors plastiques et mousses	Révision des scénarii nécessaires si affectation plastiques et mousses	Vrac	8,3x5,1	42,5	3,2	135,9	O	O	3,3
A26	Transformateurs	Tous flux inertes (métaux,...)		Vrac	4,5x3,9	17,55	3,2	56,2	N	O	3,3
Stockages											
S1	Frigos NH3, PAM BtoB, PEP, cartes électroniques, contenants vides	/		Conditionné / Vrac	23x10,5	241,5	1	241,5	N	N	
S2	Frigos à traiter	/		Vrac	/	1000	5	5000		N	
S3	Frigos à traiter	/		Vrac							
S10	Frigos à traiter	/		Vrac							
S9	GEP-F / Clims / GEM-F	/		Vrac		600	2,5	1500	N	N	
S4/S5	Piles	/		Conditionné	7,6x2,6	18	3,3	64	O	O	3,3
S6	Non conformités EO / Palettes	/		Conditionné	7,5x2	15	2,5	37,5	O	O	3,3
S7	Ecrans, Radiateurs, Emballages vides, Eaux process, condensateurs	/		Conditionné	17x12	204	1	204	O	N	
S8	Armoire stockage produits	/		Conditionné	8x1,5	12	3	36	O	N	
S11	Produits issus démantèlement UC / Cartouches	/		Conditionné	/	105	2	220	O	N	
Benches											
B1	Carcasses	/		Vrac	6x2,5	15	2	30	N	N	
B2	DAEND (DIB en mélange)	/		Vrac	6x2,5	15	2	30	N	N	
B3	Verre	/		Vrac	6x2,5	15	2	30	N	N	
B4	GEM HF	/		Vrac	6x2,5	15	2	30	N	N	
B5	Bois dont enceintes	/		Vrac	6x2,5	15	2	30	N	N	
B6, B7, B8	Métaux ferrés	/		Vrac	6x2,5	15	2	30	N	N	
B9	Micro-onde	/		Vrac	6x2,5	15	2	30	N	N	
B10	Echangeurs	/		Vrac	6x2,5	15	2	30	N	N	

NB : les alvéoles de stockages ayant fait l'objet d'une évaluation des flux thermiques peuvent accueillir des typologies de déchets différents tant que les risques associés aux produits combustibles affectés à ces emplacements restent inférieurs aux scénarios étudiés.

Ces alvéoles de stockage sont celles liées à la présence de commentaires dans le tableau ci-dessus.

Le stockage de déchets entraînant des flux inertes (métaux) en lieu et place de stockage entraînant des flux thermiques supérieurs est autorisé, dans le respect des volumes, quantités et conditions de stockage et sans la réalisation d'étude de flux thermique préalable.

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral
n°DDPP-DREAL 2024-95
Pour la préfète,


Le soussigné,
Secrétaire général adjoint
Julien PERROUDON

Signé électroniquement par
Julien PERROUDON
Le 6 juin 2024